

Communiqué de presse

Alain Rousset abandonne les Limousins



Le groupe local d'ATTAC87-23 vient d'apprendre avec effarement que la région Nouvelle Aquitaine a la volonté d'arrêter de financer les travaux d'urgence d'infrastructure ferroviaire.

Cela est en contradiction avec la nécessité de privilégier d'autres mobilités que celles liées à la route, puisque le train est considéré comme un moyen de transport plus durable et soutenable en plus de permettre le désenclavement des territoires ruraux comme le nôtre.

Une nouvelle fois les Limousins sont donc victimes des renoncements budgétaires et de l'abandon du service public. ATTAC87-23 peut comprendre qu'une collectivité comme la région Nouvelle Aquitaine est contrainte par une limitation de ses ressources budgétaires. D'ailleurs, il semblerait logique que le financement des infrastructures soit de la responsabilité de l'Etat avec une péréquation nationale. Mais les parlementaires des deux dernières décennies parmi lesquels Alain ROUSSET en ont décidé autrement.

Parallèlement, nous constatons que la région Nouvelle Aquitaine sait trouver des ressources pour financer des infrastructures dont elle n'a pas la compétence et pour lesquelles il n'y a aucune urgence. Nous pensons d'une part au projet de LGV du Sud-Ouest mais aussi aux travaux de mise à 2x2 voies de la N147 Couzeix Nieul. A eux d'eux, ces 2 projets non prioritaires pour l'un et inutile pour l'autre coutent à la région les sommes de **2500 millions** d'euros pour la LGV et près de **20 Millions** pour la N147.

A la vue de ces chiffres il est clair que la région, en renonçant à financer le ferroviaire, fait un choix politique. Les Limousins sont donc victimes d'un double abandon de l'Etat d'un côté et de la région de l'autre.

Parallèlement à cela, le rapport parlementaire du sénateur Fabien GAY sur l'évasion, l'optimisation et la fraude fiscale nous indique qu'à minima, il y a 211 milliards annuels de perdu pour les Français.

De l'argent il y en a, c'est donc une évidence, mais il est loin de profiter à l'intérêt général.

A l'heure où le peuple se tourne de plus en plus vers des partis populistes aux idées et pratiques nauséabondes, il serait bon de la part des élus politiques qui se disent appartenir à des partis politiques progressistes, de se rappeler les raisons pour lesquelles ils et elles ont été élu-es.

Il est temps d'arrêter la casse des services publics et d'envoyer un message clair à la population en appliquant une politique progressiste qui privilégie l'ensemble de la population du territoire.

ATTAC87-23 continuera à défendre les services publics et fera tout pour dénoncer et responsabiliser ceux qui se font élire avec un projet progressiste et renonce à leur politique au cours de leurs mandat.

Nous appelons les élus régionaux à prendre leur responsabilité et à voter en faveur du financement du ferroviaire ce jeudi 18 décembre lors de la plénière du conseil régional.

Limoges le 16 décembre 2025

Copie :

- Elu-e-s régionaux du Limousin
- Comité de vigilance ferroviaire du Limousin